

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par Georges VIDALENC (1885-1967)

Ancien Directeur du Centre d'éducation ouvrière (C.E.O.)
de la Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)

édité en 1969
par la Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)
avec le timbre de la Fédération du Livre C.G.T.-F.O.

Chapitre dernier:

PROBLÈMES ACTUELS DU SYNDICALISME

Il ne saurait être question, dans ce domaine, de la condition et de la mentalité des travailleurs, de formuler une conclusion, même provisoire. Bien des transformations sont susceptibles d'y intervenir suivant les découvertes de la technique, les variations de la conjoncture économique et les remous de la politique, suivant aussi les aspects variables de la vie et des relations internationales, et nous ne prétendons pas prophétiser.

Rappelons cependant une indication essentielle à ne jamais perdre de vue : la coutume ouvrière et l'idéologie comme la tactique du syndicalisme, sa mystique comme ses moyens d'action, ne sont pas nés des cogitations d'un homme politique ou d'un philosophe, pas même d'un économiste, mais de l'action quotidienne de quelques travailleurs organisés et des réflexions qu'elle pouvait suggérer aux militants qui y prenaient part, comme aux observateurs de ce mouvement. Rien de préconçu, ni d'immuable, mais au contraire une évolution assez rapide, une adaptation constante aux conditions de la vie et du travail ouvriers, en tenant compte à la fois des structures et conjonctures économiques, de l'organisation industrielle et commerciale, de l'atmosphère et de l'orientation politiques, de la puissance, du dynamisme et de la compréhension des forces syndicales en présence, ouvrières et patronales.

C'est ce qu'un vieux militant de l'Enseignement, A.V. Jacquet, a mis en lumière dans un récent article de *La Révolution prolétarienne*: «*Le regroupement syndical*».

«*Le syndicalisme tient tout entier dans la coutume ouvrière.*

Cette coutume s'est édifiée lentement et elle continue à s'édifier. Ses acquisitions, elle les emprunte au monde où elle baigne. En elle s'unissent la tradition - cette longue expérience - et la novation qui anticipe sur le cours des événements. Toute pensée y part de l'action et y revient.

La coutume ouvrière a tranché le conflit réforme-révolution, de telle façon qu'il n'a plus aujourd'hui aucun sens logique, au syndicat s'entend».

Le révolutionnaire le plus résolu bataille à fond pour des réformes extrêmement modestes et le réformiste

(*) JACQUET Albert-Vincent, dit Albert VINCENT (1881-1955); instituteur; d'abord patriote, puis syndicaliste non conformiste (*dixit Le Maitron*). (Note A.M.).

le plus endurci envisage nécessairement l'avenir. Donc il anticipe et se mue, sans le savoir, en révolutionnaire.

Le syndicalisme est une immense sagesse. Il ne surmène pas ses adhérents. Il ménage leurs forces. Il admet les pauses. Il va à son pas selon les circonstances. Tantôt il se hâte et tantôt il ralentit sa marche. Il est tout expérience. Il n'a qu'un ennemi intérieur: l'absolu, générateur d'intolérance et par là même de scission» (543).

Opportunisme, dilettantisme, renoncement, abandon des positions prolétariennes, trahison même diront certains, trop épris d'absolu, de formules et de gestes spectaculaires, mais nous pensons que les leçons de la vie doivent être mises à profit et que l'action syndicale en 1966 ne saurait être menée suivant les méthodes de 1884, ou même de 1900 ou de 1936, que les conditions, les mentalités, les possibilités sont autres et que les jeunes qui accèdent chaque année à la profession et à la vie militante ont aussi leur mot à dire, leurs idées à faire valoir leurs solutions à présenter puisqu'ils ont leur part dans la lutte.

C'est à dessein que nous avons, au cours de cette étude, demandé à des porte-paroles du syndicalisme, la plupart des indications concernant la mentalité ouvrière, mais sans ignorer cependant que tous les ouvriers ne sont pas des syndicalistes et en connaissent bien les limites de ce mouvement d'organisation des travailleurs, qu'Alexandre Marc nous rappelle opportunément:

«Le syndicalisme est devenu, sans nul doute possible, la colonne vertébrale de la classe ouvrière, mais de même que la colonne vertébrale ne représente qu'une partie du squelette, de même le syndicalisme, quelle que soit son importance - et elle est grande - ne représente qu'un des éléments du mouvement ouvrier» (544).

Aussi bien n'avons-nous pas manqué de recourir à d'autres témoignages, à l'opinion d'isolés ou de réfractaires, d'observateurs appartenant à d'autres catégories sociales, même d'adversaires, mais aucune enquête ne saurait prétendre être exhaustive en ce domaine comme en beaucoup d'autres et rendre compte de tous les courants d'opinion et de toutes les manières de pensée et c'est pourquoi nous avons cru devoir faire plus large place à ceux dont les idées se concrétisaient par l'action, sans ignorer pour autant la part d'erreur que comporte toute généralisation, même légitime, et en sachant bien que des exceptions et des exemples contraires peuvent toujours être invoqués.

Cette pensée ouvrière, cette revendication prolétarienne, ce désir d'affranchissement et de promotion sociale se sont traduits, tantôt par des gestes de défi et de révolte, par des violences et des émeutes, par des bris de machines et des barricades, par le syndicalisme irrité, agressif et systématiquement revendicatif d'un groupe non incorporé vraiment dans la collectivité nationale, que l'on tenait en défiance ou mépris et que l'on traitait avec dédain, et tantôt par la recherche persévérante de possibilités de négociation, de discussion, de dialogue, par le syndicalisme réaliste et constructif d'organisations puissantes dont l'existence est reconnue, qui présentent des solutions pertinentes et qui réclament des responsabilités qu'elles se sentent capables d'assumer. Réformistes et révolutionnaires, disait-on jadis, réformes de structure, intéressement ou association capital-travail, dit-on aujourd'hui. Quelles seront les formules et les solutions de demain? Nous ne le savons pas, mais le problème sera toujours d'harmoniser, ou tout au moins de faire vivre en paix les divers éléments qui concourent à la vie économique de la nation, si l'on veut que celle-ci ait pleine efficacité.

S'il y a diversité d'attitude entre les générations, cela correspond bien souvent aussi aux transformations qui se sont opérées depuis un siècle dans la mentalité des travailleurs et qui proviennent essentiellement des changements dans leurs conditions de travail et de vie. Mais sous des aspects différents, parfois même contradictoires, on retrouve la continuité de l'action ouvrière pour obtenir, simultanément ou successivement, des conditions décentes de vie et un minimum de considération, une certaine ampleur de loisirs et des possibilités de vie personnelle et de promotion, l'établissement d'une réelle sécurité dans le travail et dans l'emploi, pour se voir accorder enfin une certaine participation à la gestion des entreprises.

Programme immense, qui est loin certes d'être complètement réalisé, mais on ne peut nier que des améliorations substantielles aient été obtenues, grâce à l'effort persévérant de ces militants avertis, tenaces et désintéressés, qui réussissaient parfois à convaincre, organiser et entraîner des masses pourtant lentes à comprendre et à s'émouvoir, plus lentes encore à discipliner leur effort et à le continuer.

(543) A.V. Jacquet, *«Le regroupement syndical»*, Révolution prolétarienne, mars 1952..(523) M. Halbwachs, même ouvrage, p.77.

(544) Alexandre Marc, *«Avènement de la France ouvrière»*, Portes de France, 1945, p.156.

Évidemment les conditions économiques et le climat social, qui ont déjà tant changé, évoluent encore tous les jours. Les transformations techniques qui s'opèrent et se succèdent à une cadence de plus en plus rapide, bouleversent les idées reçues et les situations acquises, les structures des entreprises comme les mentalités des dirigeants et des salariés et elles modifient sans cesse les données du problème. On ne saurait d'ailleurs se faire d'illusions, ce progrès technique, dont nous sommes parfois si exagérément fiers que nous le confondons avec la civilisation elle-même, ne profite pas également à tous les hommes, même dans les nations qui se disent et se croient les plus démocratiques et les plus développées économiquement. La gêne, même la pauvreté et la misère, sont encore le lot de beaucoup de travailleurs manuels ou non manuels de la base, dont la rancœur ne doit pas nous surprendre. En outre nous savons bien que le perfectionnement matériel ne s'accompagne guère de progrès moral, que les relations entre les hommes comme entre les nations, sont encore trop souvent commandées par la force et la violence au service de l'égoïsme et de l'injustice. Et nous trouvons d'une étonnante et vivante actualité, la réflexion que dès 1914, formulait le philosophe Henri Bergson. Deux guerres mondiales et leurs séquelles ont montré la valeur de son avertissement:

«L'humanité a perfectionné son outillage pendant des milliers d'années... Mais son âme, je parle de l'âme individuelle et de l'âme sociale, a-t-elle acquis en même temps le supplément de force qu'il faudrait pour gouverner le corps subitement et prodigieusement agrandi?» (545).

Trente années plus tard (et quelles années!) Daniel Rops fera entendre une mise en garde analogue :

«Ce serait une erreur complète de croire que par le seul fait qu'il existe, le progrès technique suffit à libérer l'humanité, car la nature de l'homme est telle que toute invention se heurte à la coalition des intérêts et des égoïsmes qui cherchent à l'utiliser à leur profit. Le machinisme du monde moderne a pu avoir des résultats partiellement heureux et faire hausser le niveau de vie de la masse humaine, il n'en est pas moins vrai qu'il a, en même temps, renforcé considérablement la puissance de l'argent et permis la dictature des possédants» (546).

Ce n'est point que nous entendions contester la valeur de ce progrès technique et que nous songions à un impossible arrêt des découvertes scientifiques, à une «mise en vacances» des inventeurs, nous savons trop bien que la science conditionne la technique, que celle-ci commande la vie des industries et que tout progrès social exige une économie florissante et en développement, ou tout au moins bien équilibrée. Mais nous avons le droit, et le devoir, de rappeler, à ceux qui pourraient être tentés de l'oublier, qu'en définitive il s'agit surtout de l'homme et que c'est à lui qu'il faut d'abord penser, quand s'opèrent les transformations techniques et économiques inéluctables (547). Il appartient aux nations qui se disent et se veulent démocratiques et préoccupées du «social» de prendre les mesures appropriées pour faciliter les transitions, pour atténuer les conséquences douloureuses du ralentissement, de la disparition ou de la transformation de certaines activités. Gouverner c'est prévoir, surtout dans le domaine économique et social et nous demandons aux pouvoirs publics de penser à autre chose qu'à d'illusioires et démoralisants secours de chômage ou à de soi-disant grands travaux mal préparés et d'utilité contestable, et de préparer avec obstination les indispensables mesures de planification et de reconversion. C'est une des tâches majeures des syndicats de suivre cette évolution économique, de préparer des solutions appropriées et d'en réclamer l'application et c'est l'un des nouveaux aspects comme l'une des nouvelles exigences impérieuses de l'action ouvrière.

Des témoignages récents, comme ceux de Simone Weil (548) ou plus près de nous encore comme (545) H. Bergson, «Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques», 1914, t.1, p.132.

(546) Daniel Rops, «Par-delà notre nuit», Paris, 1945.

(547) La discordance, très souvent signalée et trop réelle, entre le développement technique et les progrès moraux de l'humanité a fourni matière à une abondante littérature, notamment au cours des dix dernières années. Nous signalons ici quelques ouvrages estimables, quelquefois de grande valeur, qui tous amènent à réfléchir. Jean Fourastié, «Le grand espoir du 20^{ème} siècle», Paris, 1949; Lewis Mumford, «Technique et civilisation», Paris, 1950; Jean Fourastié, «Machinisme et bien-être», Paris, 1951; Georges Friedmann, «Où va le travail humain?», Paris, 1951; Hyacinthe Dubreuil, «Le travail et la civilisation», Paris, 1953; Louis Marlio, «Le cycle infernal», Paris, 1951; Bertrand Russell, «Les dernières chances de l'homme», Paris, 1953; Jacques Ellul, «La technique ou l'enjeu du siècle», Paris, 1954; André Philip, «La démocratie industrielle», Paris, 1955; René Duchet, «Bilan de la civilisation technicienne», Paris, 1955; Georges Friedmann, «Le travail en miettes», Paris, 1956; Émile Girardeau, «Le progrès technique et la personnalité humaine», Paris, 1955; Gabriel Verraldi, «L'humanisme technique», Paris, 1958; Jean Fourastié, «La grande métamorphose du 20^{ème} siècle», Paris, 1961; John N. Nef, «A la recherche de la civilisation», Paris, 1962; Divers, «La technique et l'homme», Fayard, 1960.

(548) S. Weil, «La condition ouvrière», Paris, 1951.

ceux de Georges Navel (549), de Michèle Aumont (550) ou de Daniel Mothé (551) nous rappellent que les servitudes du métier, de l'usine ou du bureau, du chantier ou du magasin, demeurent pesantes et parfois accablantes, que des crises mettent en péril pour les travailleurs de la base un équilibre humain souvent précaire, que les conventions collectives sont l'objet de discussions âpres et parfois sordides, que des grèves encore nombreuses compromettent à la fois la prospérité économique du pays et la tranquillité des familles de salariés, mais on peut cependant penser que la grève légalisée, les procédures de conciliation, d'arbitrage et de médiation qui sont instituées, les divers aspects de la Sécurité sociale, les tentatives faites pour établir ou augmenter les possibilités de promotion professionnelle, une nouvelle conception de la dignité de l'homme et de la femme qui travaillent, sont autant d'éléments qui méritent d'être retenus comme des raisons d'espérer, comme autant d'améliorations qui ne sont pas niables. Nul ne peut contester que ces réalisations soient essentiellement l'œuvre du syndicalisme qui, par son action directe sur les employeurs, par sa pression sur les gouvernants, par les idées qu'il a su faire accepter par l'opinion publique, a rendu possibles des transformations jugées autrefois utopiques et irréalisables, sinon dangereuses. Il n'a pas été le seul à agir sans doute, mais ses animateurs et ses militants ont été des éléments déterminants et ils ont droit à la reconnaissance du monde du travail.

Les conditions de la lutte sociale ont changé, et parfois aussi le rapport des forces. Les conflits de notre temps ne sont plus que rarement des problèmes d'atelier, intéressant quelques individus seulement, il s'agit le plus souvent de conventions collectives à dénoncer, à réviser ou à discuter, d'arrêts de travail massifs, d'occupations d'usines par des milliers de travailleurs, de secteurs économiques de grande ampleur perturbés parce que des industries traditionnelles y disparaissent ou que de nouvelles activités viennent s'y établir; autant de difficultés dans lesquelles se jouent les destins de populations nombreuses et qui retentissent douloureusement dans les foyers les plus humbles. Et les dirigeants des Unions, des Fédérations, des Confédérations ont aussi évolué, le secrétaire bénévole de jadis qui conservait sa place à l'établi ou à l'étau, sur le chantier, dans la mine ou le magasin, est devenu fréquemment le responsable permanent, le fonctionnaire syndical appointé, déchargé de toutes obligations professionnelles pour s'adonner exclusivement à une tâche toujours plus complexe, et parfois accablante, d'administration et de gestion, de recrutement et de propagande, de négociation et d'éducation. C'est la chance du monde du travail français d'avoir trouvé en son sein, assez d'hommes d'intelligence et de caractère pour leur confier ses destinées, pour n'avoir généralement pas eu à souffrir de défections et d'abandons, car le mouvement syndical dans son ensemble était et est demeuré sain et ne connaît que très exceptionnellement les trahisons et les irrégularités financières. Il n'est pas exempt certes, de crises internes, de déviations idéologiques ou d'erreurs, même de querelles de personnes, mais ce n'est généralement pas parmi ses militants que l'on trouve des caissiers indécents, des profiteurs ou des indicateurs de police.

Si les tâches syndicales sont désormais autres, elles demeurent lourdes et délicates, et quels que soient les mérites, et même les talents, des dirigeants actuels ils ont peine à suffire aux multiples besoins qui incombent aujourd'hui aux bureaux syndicaux. Un bon secrétaire doit avoir des notions assez étendues de droit ouvrier, d'économie politique et d'histoire, la connaissance de la vie économique de son pays et du monde, savoir comment fonctionne une grande entreprise; il doit pouvoir mener une enquête, dépouiller des rapports et des statistiques, conduire une négociation, arbitrer un conflit, rédiger un article d'information ou de polémique, discuter les conditions d'une convention collective, tenir la tribune devant des auditoires parfois défiants ou hostiles, défendre les vues de son groupement en face des représentants du patronat bien documentés ou ceux des pouvoirs publics bien armés de textes restrictifs; il doit se montrer, suivant les circonstances, conciliant ou agressif, faire preuve en même temps de doigté et de souplesse ou d'énergie et de combativité. Sans doute dispose-t-il généralement d'un équipement matériel supérieur à celui de ses prédécesseurs du siècle dernier; il n'ignore pas le téléphone; ni le dictaphone, ni la machine à écrire et la ronéo, il a une secrétaire, peut-être une automobile, mais une vieille tradition d'économie excessive, qui confine parfois à la laderie, empêche la plupart de nos syndicats français de fixer les cotisations de leurs adhérents à un taux raisonnable et les syndiqués de consentir les sacrifices financiers nécessaires (552). Le secré-

(549) Georges Navel, « *Travaux* », Paris, 1945.

(550) Michèle Aumont, « *Ouvrières en usine* », Paris, 1953; « *Dialogues de la vie ouvrière* », Paris, 1954; « *En usine. Pourquoi?* », Paris, 1958; « *Monde ouvrier inconnu* », Paris, 1956.

(551) Daniel Mothé, « *Journal d'un ouvrier (1956-58)* », Paris, 1959; « *Militant chez Renault* », Paris, 1965.

(552) Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que les sociétés mutuelles, vers 1863, demandaient à leurs adhérents une...

taire, livré à ses seules forces ou pourvu de trop modestes ressources, demeurerait impuissant ou verrait son action fâcheusement réduite, s'il ne rencontrait pas en maintes circonstances le concours bénévole de nombreux collaborateurs, auxiliaires inconnus dont on ignore parfois le nom, qui n'ont pas droit à la vedette les jours de grande réunion ou de conférence de presse, qui n'encombrent pas la tribune dans les congrès, qui n'abusent pas des interventions orales ou écrites, mais qui sont cependant les chevilles ouvrières, les vrais mainteneurs du mouvement, ceux qui se portent spontanément, sans attendre les ordres, dans les secteurs difficiles ou menacés, qui accomplissent quotidiennement, malgré les rebuffades, les plaisanteries ou les injures, mêmes les brimades et les violences, les besognes ingrates, obscures et sans prestige, mais indispensables, et sans lesquelles un syndicat se viderait de ses effectifs et le syndicalisme lui-même, de son contenu idéologique: recueillir les cotisations et les adhésions, provoquer les souscriptions, presser les retardataires, décider les hésitants, activer les tièdes, faire circuler les convocations, coller les affiches ou les papillons, distribuer les tracts, battre le rappel pour obtenir le quorum aux assemblées, transporter le matériel, assurer les permanences, veiller à la sécurité et à la police des réunions, même travailler à l'occasion au déménagement ou à l'installation des locaux, tous travaux faciles en apparence, mais sans éclat, ennuyeux même dont la monotone répétition décourage, mais qui, comme les travaux du ménage sont aussi une œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour et de dévouement.

Tous ceux qui ont quelque contact avec le monde du travail ont eu maintes fois l'occasion de rencontrer ces camarades, dont on sait tout juste le nom, le prénom ou le surnom, c'est Durand des Métaux, Dubois du Bâtiment, Dupuis du Textile, Dumas des Mineurs, ou le Grand Louis, Pierre le frisé, ou d'autres Dubois ou Durand de l'Alimentation, des Cuirs et Peaux, des Services Publics, du Livre, des Fonctionnaires ou des Cheminots, en apparence français moyens ou hommes de la rue, mais en fait militants de classe, qui ne marchandent jamais ni leur temps, ni leur peine, ni leur dévouement et que leurs cœurs généreux élèvent au dessus des banalités et intérêts de la vie quotidienne et du métier pour les donner sans réserve à une grande cause: l'union de tous les travailleurs, la défense de la dignité ouvrière, la sauvegarde de la paix ou l'établissement d'une société plus juste et plus fraternelle.

Ce sont ces «*obscurs*» qui manifestaient jadis contre les exécutions de Francisco Ferrer ou de Sacco et Vanzetti, qui protestent aujourd'hui contre celle de Mc Gee, ou contre la répression à Posnan, à Berlin, à Budapest ou à Barcelone, ce sont eux qui prennent spontanément parti pour les races et les peuples opprimés, qui s'indignent contre les régimes concentrationnaires, tous les régimes concentrationnaires et qui, malgré la dureté de leur propre condition, la modestie de leur position sociale, les difficultés de leur vie personnelle, conservent cependant un magnifique idéal de liberté et de justice. Ce sont eux aussi qui maintiennent dans les masses ouvrières, malgré l'égoïsme foncier des hommes, ce sentiment de généreuse solidarité qui les caractérise, c'est à leur activité sans prestige mais incessante, à leur sens aigu des réalités, que l'on doit le remarquable succès de ces listes d'entraide qui circulent en maintes occasions dans les usines, les bureaux ou les magasins comme sur les chantiers, pour un blessé ou un malade, pour des orphelins ou des déshérités, pour des emprisonnés ou des infirmes, pour les victimes lointaines et inconnues des grandes catastrophes ou des répressions. Après l'appel à la solidarité que l'assemblée générale accueille presque toujours avec un grand élan d'enthousiasme, mais qui risquerait de rester théorique, il y a toute une organisation matérielle que ces obscurs assument spontanément: des listes à faire dactylographier, polycopier, circuler, des démarches à tenter, des rappels à ne pas négliger, des fonds à collecter, à rassembler, à transmettre pour que l'élan sentimental de sympathie se transforme en aide effective, et c'est sur eux que l'on compte pour cette transformation.

Ce sont toujours eux aussi que l'on trouve au premier rang pour les piquets de grève, ce sont les porteurs de pancartes et de brassards aux jours de manifestations, ceux qui, ni l'éloignement, ni les intempéries, ni la chaleur, n'empêchent de venir prendre part aux défilés, ceux qui ne se dérobent pas quand les bagarres commencent, eux que les emprisonnements et les condamnations pour faits de grève ou les licenciements arbitraires n'ébranlent, ni ne découragent. Jeunes ou vieux, car ce n'est pas une question d'âge, manœuvres de force ou professionnels hautement qualifiés, car ce n'est pas non plus une question de niveau intellectuel ou technique, ils sont les serviteurs dévoués et désintéressés de l'idée syndicale, les mainteneurs de la vraie tradition ouvrière.

Et les militants qu'ils suivent et qu'ils secondent, les chefs qu'ils ont librement choisis «*sont comme eux des ouvriers ou des employés, des hommes de métier, intelligents, honnêtes, sensibles, courageux, susceptibles de ressentir une injustice faite à autrui à l'égal de celle faite à eux-mêmes, empressés à intervenir,*

...cotisation mensuelle de la valeur de quatre journées de travail, alors que la plupart des syndicats de 1964 ne demandaient à leurs membres que le montant d'une heure de travail par mois. Encore les trésoriers et les collecteurs ont-ils quelque peine à assurer régulièrement ...[la rentrée]... de ces cotisations.

à prendre des déterminations et des risques, et en mesure de formuler et de faire valoir les résolutions adoptées» (553).

Le vieil esprit syndical se maintiendra-t-il ? Certains observateurs pessimistes pensent qu'il est en décadence, que les dévouements se raréfient que les bonnes volontés sont moins nombreuses et moins ardentes, que les nouveaux venus dans le mouvement n'offrent plus guère leur collaboration que s'ils la savent rétribuée, que beaucoup d'adhérents viennent maintenant au syndicat comme à un bureau d'information juridique ou à une société de secours mutuels, seulement quand ils ont quelque embarras ou quelque difficulté personnelle, mais qu'ils perdent de vue la grande fraternité prolétarienne que dans nombre de métiers s'affirme parfois un corporatisme assez étroit. Ils prétendent aussi que les dirigeants de notre temps manquent de dynamisme et ne connaissent plus guère l'esprit de sacrifice qui animait les anciens, que des permanents trop nombreux s'installent de façon trop confortable et transforment en sinécures bureaucratiques des fonctions qui devraient être des postes de combat autant que de confiance.

Tout cela est bien vite dit et c'est une vision d'une sévérité un peu simpliste. Tous les syndiqués, ni même tous les militants et tous les dirigeants n'ont pas toujours été des esprits et des caractères de premier ordre, et c'est peut-être parce qu'on idéalise un peu trop le passé qu'on porte si vite condamnation sur le présent. Il y a eu toujours même chez les salariés, des désintéressés et des profiteurs, des animateurs et des suiveurs, des indépendants et des conformistes, et nous ne pensons pas que cette diversité disparaisse jamais, mais il y a aussi des conjonctures économiques changeantes un climat social qui évolue, des problèmes du travail qui se posent en termes nouveaux et des travailleurs de la base auront toujours à s'organiser pour défendre et améliorer leurs conditions de vie.

On ne retrouve pas non plus, on s'en doute bien les mêmes caractères dans l'esprit des salariés. Le sociologue Lewis Mumford a en particulier souligné l'influence du rythme nouveau du travail, attitude récente qui risque de détruire l'équilibre intellectuel et moral des ouvriers:

«Il faut signaler un autre facteur de dégradation de l'ouvrier, l'intensité maniaque du travail... L'évangile du travail était le côté positif d'une incapacité dans l'art, le jeu, l'amusement ou l'artisanat pur, qui accompagne la décadence des valeurs culturelles et religieuses du passé» (554).

Texte à rapprocher, après soixante-dix ans, de la brochure de Paul Lafargue qui vers 1880, réclamait pour les travailleurs *«le droit à la paresse»*, c'est-à-dire le droit de s'abstraire du métier trop absorbant et souvent sans attrait, de s'assurer des loisirs pour avoir une vie personnelle.

Mumford a raison de dénoncer ce travail parfois trop envahissant qui finit par être pour certains la seule raison d'être par leur tenir-lieu de toute autre vertu, de tout autre idéal et les autorise à se dispenser de toute autre activité sociale. Et quel travail que celui qui est commandé par le désir hallucinant d'atteindre ou de dépasser la norme ou de conquérir la prime. Notons ici l'impression prise sur le vif d'un ouvrier spécialisé des Usines Renault en 1951.

«A cause du vacarme, du rendement à assurer, de la nécessité d'être presque continuellement à sa machine, les contacts humains sont difficiles; on ne se connaît presque pas, sauf ceux qui sont ensemble depuis longtemps.

Pour se parler et se faire entendre, il faut crier, les oreilles se durcissent. Tout cela contribue à créer une ambiance pénible, tendue...

Rien de frais, rien de cordial, rien d'humain.

On est à la production, c'est-à-dire que, si l'on veut toucher une quinzaine complète, il faut travailler comme des brutes, en faisant le travail de quatre vingt dix minutes en soixante.

L'O.S. constitue la plus grande partie du personnel de la grosse entreprise. C'est le fantassin de la métallurgie, on peut même dire l'esclave. Rivé à sa chaîne ou à sa machine, c'est lui qui, en définitive, avec le professionnel, fait la production» (555).

(553) Max Lambert, *«Devoirs du Chef»*, Cours à l'École supérieure d'organisation professionnelle, Paris, 1942. (On remarquera la date et l'institution, qui donnent toute sa valeur au témoignage).

(554) Lewis Mumford, *«Technique et production»*, Paris, 1950, p.163.

(555) A. Durand, publié dans *«Monde ouvrier»*, juin 1951. En regard de cette opinion, nous devons toutefois en présenter une autre, très différente et qui ne saurait être négligée. Elle prend position contre la condamnation, parfois simpliste, du travail à la chaîne ou en ligne, et est celle de Georges Friedmann, professeur au Conservatoire National des Arts et ...

Mais, dans ces nouvelles conditions de travail et d'organisation, que devient la combativité ouvrière? Du fait que l'évasion individuelle vers un autre destin n'est plus guère possible, n'y a-t-il pas avec un plus grand nombre de promotions individuelles dans l'entreprise, un certain abandon de la mystique de jadis ? Certains le croient et s'en inquiètent:

«Le prolétariat s'insensibilise en s'organisant. Il a fait, lui aussi, à l'abri des lois sociales, pourtant timides, et dans le climat social de facilité de l'après-guerre, sa crise d'égoïsme étroit. Il ne paraît plus porter dans son cœur le messianisme ouvrier. Être prolétaire il y a vingt ans, c'était une aventure. Dans certains cas, de nos jours cela devient une situation. Aujourd'hui, dans les classes supérieures du prolétariat où se recrutaient naguère les éducateurs du peuple, on pense moins à la promotion ouvrière qu'à l'opération d'établissement des enfants, soit dans un secteur abrité du prolétariat soit dans une situation bourgeoise. On organise l'évasion des enfants ou leur domestication, là où on leur assignait des missions et une fidélité tendue et quasi-religieuse au petit peuple» (556).

Ne généralisons pas trop vite cependant et regardons-y d'un peu plus près. Il reste encore, c'est fort heureux, des militants insoucieux des séductions d'une vie personnelle facile et tranquille et qui ont en face d'eux des employeurs qui conservent souvent une mentalité archaïque en face des problèmes techniques et plus encore en présence des problèmes sociaux; des heurts sont ainsi inévitables, qui comportent incertitudes, difficultés, épreuves et même sacrifices.

Nous savons bien que le patronat français, malgré de très honorables et louables exceptions, continue à se montrer médiocrement compréhensif, et les représentants qu'il se choisit font montre, en maintes circonstances, d'un esprit assez étroit et mesquin quand il s'agit des ouvriers et de leur régime de travail (557).

Nous n'ignorons pas non plus que les incidences de notre politique peuvent amener au Parlement des majorités peu favorables à de larges réformes de structure, que les conditions générales de la production peuvent être à chaque instant bouleversées par des inventions et des techniques nouvelles, que des crises internationales peuvent apporter le trouble dans l'économie comme dans la vie des individus, et que par conséquent les travailleurs ne peuvent espérer un règlement définitif de tous leurs problèmes, qu'ils auront toujours à s'organiser pour trouver leurs solutions et déterminer leurs méthodes d'action.

Y réussiront-ils toujours? Pourquoi non? En un siècle et demi, ce qui n'est guère dans la vie d'un peuple, la vie économique a profondément changé, bien des activités sont nées qui ont pris un développement impressionnant et donné naissance à des industries puissantes, comme le chemin de fer et la navigation à vapeur, comme l'automobile et l'avion, comme le radar et les industries électroniques, comme la radio et la télévision, comme la fabrication de l'aluminium et celle des matières plastiques, comme celle des sulfamides et des antibiotiques, tandis que par contre des activités traditionnelles comme celles de l'équipement et de l'utilisation du cheval sont en voie de disparition. Certaines branches, comme la sidérurgie et la métallurgie, comme l'impression, comme les fabrications chimiques, notamment la pétrochimie et la carbochimie, ont pris une ampleur et une complexité inattendues, tandis que les cuirs et peaux, les textiles traditionnels, l'industrie du meuble sont en déclin. L'artisanat a progressivement cédé du terrain devant la grande industrie,

...Métiers, qui a conduit de nombreuses enquêtes dans les milieux de travail:

«A l'encontre de certains clichés, fort répandus à ce sujet, la cadence imposée du rythme suivi par la chaîne est loin de déplaire à tous les ouvriers. Parmi les individus capables de séparer la série physique des gestes et la série mentale des images, il en est beaucoup qui se déclarent satisfaits parce que la contrainte du rythme entraîne chez eux, une économie de décision volontaire et fatigante. Cette économie leur plaît et les repose. Lorsque le travail se trouve ainsi déterminé par le rythme collectif, le ruban détient le rôle que, dans un groupe de coureurs cyclistes, joue le leader qui précède et entraîne ses camarades». (Georges Friedmann, «Où va le travail humain?», Paris, 1951, p.233.

(556) Jean Foresta, dans le numéro spécial d'«*Esprit*», juillet-août 1951. L'auteur, qui est instituteur dans le Gard, pense surtout sans doute à ses camarades instituteurs, mais la réflexion vaut aussi pour certains groupes ouvriers. Elle n'a évidemment pas valeur universelle.

(557) Il est remarquable qu'en 1952, M. Georges Villiers, président du *Conseil National du Patronat Français*, ait pu soutenir, avec une aimable désinvolture, «qu'il n'y a, dans ce pays, qu'une catégorie sociale qui, depuis 1938, ait retrouvé et même dépasse son standard de vie, ce sont les ouvriers». Et à la même époque (29 février 1952), M. W. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France citait parmi les grands responsables de la crise financière dont souffrait le pays «les salariés qui portent leurs revendications à des niveaux auxquels les satisfactions deviennent rapidement illusoires». Il est évident que l'esprit qui animait «les deux cents familles» n'a point complètement disparu. On étonnerait sans doute beaucoup de ces deux cents représentants qualifiés des classes possédantes, en leur rappelant, ou en leur révélant, que nombre de ces salariés qu'ils morigènaient de haut, ne disposaient alors que d'un budget mensuel de 20 à 25.000 francs (chiffres de 1952).

mais sans disparaître entièrement et en retrouvant même une étonnante vitalité dans certains secteurs, et la grande entreprise présente aujourd'hui des installations d'usines et des organisations de travail qu'on n'aurait pas osé imaginer il y a seulement cinquante ans.

En conséquence, les problèmes de production, de productivité, de normalisation, de conquête des marchés se posent avec des caractères nouveaux et des exigences inattendues, ils présentent un aspect scientifique que les salariés de la base, même les techniciens et les patrons, connaissaient mal ou même ignoraient. Les militants syndicalistes ont appris à connaître le chronométrage, les organigrammes, la cybernétique; ils ont dressé et comparé des graphiques et des courbes de plus en plus compliqués, étudié les fabrications à la chaîne, les divers systèmes de rétribution Taylor, Bedaux et autres, ils ont vu aussi évoluer l'aspect financier des entreprises, notamment des plus importantes, ils ont assisté à la naissance et à la croissance de trusts, de cartels, de holdings, en en déplorant souvent les abus, et dans ce monde changeant ils ont dû s'informer, s'adapter, essayer de trouver les solutions les meilleures pour les hommes et les femmes au travail.

Enfin nous ne pouvons manquer de souligner qu'au 20^{ème} siècle, les français ont commencé à se pré-occuper sérieusement du problème des rapports humains dans l'entreprise, comprenant enfin que c'était là une question d'importance, au moins autant que le financement ou l'équipement mécanique, et qu'il ne fallait pas compter pour la résoudre sur la seule bonne volonté ou l'inspiration spontanée des dirigeants.

Quelque attachés qu'ils soient à des traditions qu'ils jugent d'autant plus respectables qu'ils en examinent moins le bien fondé, les français ont bien dû, dans certains cas, renoncer à des attitudes et des jugements qui paraissaient autrefois incontestables et inéluctables, par exemple à l'idée que le patron était maître unique et absolu dans son usine ou son magasin, comme le capitaine à son bord, et qu'il pouvait conduire son entreprise à sa guise sans que personne d'autre eût à s'en mêler, renoncer aussi à la conviction que les masses populaires, catégorie sociale infériorisée, méprisée et asservie dans la nation, n'avaient d'autre possibilité et ne pouvaient avoir d'autre espérance que de jeter bas et de détruire par la violence un régime injuste et détesté et une organisation nationale qui les opprimait. En constatant l'insuffisance de formules comme: «*Le patronat est institution de droit divin*», ou: «*Les prolétaires n'ont pas de patrie*», «*Le dictateur (ou bien la masse) a toujours raison*», peut-être voit-on mieux aujourd'hui les problèmes essentiels et les plus urgents: organiser rationnellement la production et les échanges, et harmoniser les rapports humains entre tous ceux qui y collaborent.

Nous n'avons pas d'excessives illusions sur l'intelligence ou le bon vouloir des adversaires en présence, nous ne pensons pas que les conflits du travail soient appelés à disparaître dans un proche avenir, mais nous ne croyons pas non plus que l'organisation actuelle de la société et de l'économie doive demeurer inchangée ou être considérée comme intangible. Mais ce n'est pas notre propos ici de rêver l'avenir. Nous signalons seulement que des problèmes se posent, qui doivent être résolus dans l'immédiat ou à échéance plus ou moins lointaine et que les salariés ont à présenter et à défendre leurs solutions, qu'ils doivent donc à la fois affirmer leur indépendance et manifester leur force et leur jugement: problèmes des nationalisations à étendre ou à restreindre, mais surtout à débarrasser du lourd appareil bureaucratique qui les paralyse quelquefois, organisation de la vie économique en vue d'un meilleur rendement, problèmes du repeuplement du «*désert français*» et du décongestionnement de certaines régions industrielles, conditions nécessaires, quoique non suffisantes, d'un urbanisme effectif, problèmes du logement ouvrier dont l'état actuel constitue encore un scandale, problèmes de la révision et de l'allègement du circuit distributif, problèmes de la productivité qu'il faudrait associer à une répartition plus équitable des profits qui en découlent, problèmes de l'intéressement, du contrôle ouvrier et de la cogestion des entreprises qui marqueraient bien le commencement d'un droit social nouveau.

Quels seront demain les modes d'organisation des salariés? Verrons-nous se poser à nouveau le problème du syndicalisme librement consenti ou celui de l'adhésion obligatoire? Reverrons-nous le syndicat unique ou la pluralité syndicale subsistera-t-elle? Le syndicalisme sera-t-il étroitement lié ou subordonné à un parti politique ou affirmera-t-il constamment son indépendance? Le bénéfice des conventions collectives sera-t-il réservé aux seuls syndiqués signataires et refusé aux non-organisés? L'organisation ouvrière mettra-t-elle l'accent sur les aspects revendicatifs de son programme ou au contraire sur les aspects constructifs? Continuera-t-elle à exercer son action dans une société demeurée capitaliste avec de vastes secteurs de libre entreprise ou dans un État devenu totalitaire ou tout au moins foncièrement dirigiste? Autant de questions qui doivent être posées, mais dont la solution nous échappe dans l'immédiat, et devra être recherchée et mise au point par les intéressés eux-mêmes, les travailleurs des générations à venir.

Au surplus, s'il affirme son importance, s'il proclame son droit et sa capacité de représenter au mieux les intérêts des travailleurs, le groupement syndical ne prétend à aucune exclusivité dans la nation. Il sait que d'autres groupements existent, qu'ils ont leur rôle et leur valeur: groupements politiques, économiques, financiers, idéologiques, religieux, dont l'influence peut être considérable et parfois déterminante, mais il reste convaincu qu'il demeure la forme normale, et sans doute la plus efficace, de l'action des travailleurs sur le plan du travail, en même temps qu'une force vive et un élément de progrès dans la nation. Certes il a ses insuffisances, ses défauts et ses défaillances mais il entend ne pas renoncer, même si à de certaines époques il semble se heurter à l'apathie et au découragement.

Un observateur sympathique, mais perspicace et sans illusions, comme Hyacinthe Dubreuil, a pu signaler, il y a déjà assez longtemps, une insuffisante emprise du syndicat et du syndicalisme sur le monde du travail:

«Il ne semble pas que les travailleurs aient trouvé dans le syndicat la formule parfaite et dernière qui leur permette de satisfaire à toutes leurs aspirations. L'existence déjà longue du syndicalisme sous ses formes actuelles et le fait que les masses ouvrières ne lui ont pas donné une adhésion totale, qu'elles ne s'y agglomèrent que pour des efforts intermittents, doit être la preuve qu'il ne correspond pas assez étroitement aux conditions du travail. Trop extérieur à l'atelier, il n'apparaît aux ouvriers que comme un lieu de rendez-vous à l'usage de ceux qui ont quitté leur outil pour une protestation momentanée. Entre les périodes de conflits aigus, il semble que le lien qui y réunit les travailleurs se relâche sensiblement et qu'il ne lui reste comme participants que l'élite des militants, destinés par vocation à l'étude constante du perfectionnement social» (558).

L'observation est à retenir, venant d'un tel homme, à retenir et à méditer. Cette irrégularité dans l'organisation et l'action syndicales est peut-être imputable au caractère français, dont on dénonce souvent le peu d'esprit de persévérance, peut-être aux événements eux-mêmes. Les quarante années qui se sont écoulées depuis le moment où Dubreuil écrivait ont montré pourtant que, malgré d'incontestables mouvements de flux et de reflux, l'idée syndicale gagnait du terrain, que toutes les classes sociales et tous les gouvernements en acceptaient aujourd'hui l'intervention et on peut penser qu'un effort d'éducation mieux approprié et plus soutenu aurait amené une stabilisation plus grande des effectifs, en même temps qu'une plus grande puissance d'attraction à l'égard des inorganisés qui restent trop nombreux, comme des jeunes qui chaque année constituent une nouvelle promotion de salariés et qui sont trop souvent mal informés.

Aux anciennes revendications: plus de bien-être, plus de loisir, plus de dignité, plus de sécurité, toujours valables, les syndiqués ajoutent maintenant: plus de possibilités de promotion, plus de responsabilités, une part plus grande dans le contrôle et la gestion de l'entreprise. Mais encore faut-il que les militants et les délégués qui parlent en leur nom, se montrent à la hauteur des tâches qu'ils prétendent assumer. D'où l'impérieuse nécessité d'une formation appropriée pour ceux qui, ne se satisfaisant pas de réussite personnelle et d'avancement dans leur profession, veulent travailler à l'amélioration de la condition des salariés dans leur ensemble. Connaissance du monde et des hommes, de l'économie, de ses lois et de ses impératifs, comme du métier et de ses techniques. C'est un programme immense certes, mais il ne faut pas sous-estimer les possibilités considérables de ces masses populaires qui n'ont pas souvent, jusqu'à présent, bénéficié d'une formation scolaire suffisante, mais qui sont capables et désireuses d'apprendre. Il va sans dire que cette éducation ne doit pas se borner à dégager et mettre en valeur quelques éléments d'exceptionnelle valeur dont on ferait des chefs et des technocrates, mais qu'elle doit s'intéresser aussi au plus grand nombre qui a également le droit d'être informé, car suivant la parole d'Alfred Fouillée, *«l'élection étant une désignation de capacités, suppose elle-même la capacité de les désigner»*. Il faut donc arriver à ce que les groupements de base, résistant aux séductions de la seule éloquence et aux facilités de la surenchère, au charme des formules simplistes et des gestes spectaculaires, sachent choisir les militants les mieux qualifiés par leur désintéressement, leur droiture et leur dynamisme, mais aussi par leur savoir et leur compétence.

Nous n'ignorons pas, bien sûr, que les organisations syndicales, comme toutes les institutions de quelque ampleur, encourent le risque de sclérose et d'engourdissement, que la fonctionnarisation et la bureaucratie y peuvent exercer leurs ravages, mais pas plus qu'ailleurs, et leurs imperfections sont celles de tous les groupements humains. Nous n'avons donc pas à les surestimer, ni à les sous-estimer, mais on peut penser que les nécessités mêmes de l'action, le renouvellement fatal des effectifs, les oppositions de tendances loyalement confrontées, amèneront les mises au point nécessaires. Ne parons pas l'appareil syndical de toutes les qualités et de toutes les vertus, mais ne l'accablons pas en lui attribuant toutes les tares, n'en

faisons pas la panacée pour tous les maux de l'humanité, mais retenons que cette organisation autonome des travailleurs est bien qualifiée pour rechercher, découvrir et défendre des solutions qui adoucissent la dureté de la vie ouvrière, qui élimineront de la condition prolétarienne le besoin, l'insécurité, l'avilissement et la peur. La réalisation d'un tel programme ne dépend pas du seul désir des salariés, il leur faut tenir compte de la mauvaise volonté ou de l'incompréhension patronales de la carence ou de l'inertie des pouvoirs publics, des conjonctures politiques et économiques elles-mêmes, mais les travailleurs, ayant pris conscience de leur destin et de leur force, se doivent de penser clair et de promouvoir ou de hâter les réformes indispensables. C'est une tâche assez noble et assez ample pour exciter les imaginations, exalter les volontés et émouvoir les cœurs.

FIN.
